

Stratégie 2025-2030 de la Coopération de Monaco

en Afrique du Nord et Méditerranée

Les jeunes de moins de 25 ans représentent près de la moitié de la population du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord. C'est pourquoi la DCI continuera d'investir dans cette région dans deux domaines principaux : l'éducation/protection de l'enfance et l'emploi des jeunes et des femmes. Un programme régional d'ampleur sera lancé à partir de 2026 dans l'un de ces domaines. Face au changement climatique qui affecte particulièrement la région, la DCI renforcera son appui aux zones rurales et luttera contre l'insécurité alimentaire, notamment en Mauritanie et au Liban. La DCI poursuivra des opérations ciblées en santé maternelle et infantile pour des franges de populations éloignées des services essentiels.

Des défis socio-économiques, aggravés par les inégalités entre femmes et hommes

En dépit de contrastes de développement, les quatre pays qui composent la région MENA - le Liban, le Maroc, la Mauritanie et la Tunisie - sont tous des pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure (Banque Mondiale¹). La Mauritanie et le Liban sont classés par l'OCDE parmi les Etats fragiles : la Mauritanie reste un Pays parmi les Moins Avancés (163^{ème} sur 193 pays) tandis que le niveau de développement humain a fortement chuté (102^{ème}). Ces quatre pays partagent de nombreux défis : un fort décrochage scolaire (300.000 jeunes par an au Maroc, 100.000 jeunes en Tunisie, 25% d'enfants au Liban en âge d'être scolarisés qui ne le sont pas), un chômage élevé des jeunes (de 23 à 38%) et la faible participation des femmes au travail formel au monde (de l'ordre de 24%).

L'éducation en région MENA fait face à plusieurs défis. L'accès inégal à l'enseignement secondaire et supérieur pour les populations rurales et les filles limite également la participation socio-économique de nombreux jeunes. La pauvreté des apprentissages engendre un important décrochage scolaire et l'offre éducative peine à s'adapter aux besoins de développement de la région. La protection de l'enfance reste également précaire dans la région (violences, mariages précoces, 14% d'enfants au travail en Mauritanie). Les conflits et l'instabilité entravent le continuum éducatif et l'accès à la protection.

Sur le plan de l'emploi, la région MENA se caractérise par un important chômage des jeunes. Les jeunes en situation de décrochage (NEETs) sont particulièrement exclus sur le plan social et économique. La région MENA présente également une grande disparité entrepreneuriale entre hommes et femmes, et la plus faible proportion au monde de femmes travaillant dans le secteur formel, exposant celles dans l'informel à une grande précarité.

¹ <https://blogs.worldbank.org/fr/odata/nouvelle-classification-pays-revenu-2024>

Sur le plan climatique, le Liban et le Maroc figurent parmi les 25 pays les plus touchés par le stress hydrique. La situation alimentaire se détériore dans les quatre pays, avec 61% de personnes en insécurité alimentaire en Mauritanie, 40% au Liban et 26% en Tunisie. Près d'un quart des enfants en Mauritanie, 13% au Maroc, 9% en Tunisie et 8% au Liban présentent un retard de croissance dû à la malnutrition.

Les indicateurs de santé sont particulièrement dégradés en Mauritanie (mortalités maternelle et infantile encore élevées, espérance de vie de 64 ans, 13% d'enfants émaciés). Au Liban, les services de santé, largement privatisés, ne sont pas accessibles aux populations les plus vulnérables.

Logique d'intervention

Au cours de la période, l'accent sera placé en priorité sur l'éducation, la prévention du décrochage scolaire et l'accès à l'emploi des groupes les plus vulnérables. L'âge, le genre et la vulnérabilité (handicap, réfugiés) seront au cœur des décisions de financement.

L'éducation et l'accès à l'emploi, priorités en région MENA

Afin de répondre à ces enjeux, la DCI a concentré 71% des moyens sur la période 2022-2024 à l'éducation, la protection de l'enfance et l'accès à l'emploi, et poursuivra en ce sens.

L'accès à l'éducation et aux services de protection sera ciblé sur les enfants les plus exposés (zones rurales, réfugiés, en situation de handicap), depuis le préscolaire jusqu'aux études supérieures, avec une attention sur le passage du primaire au secondaire. La DCI veillera à la parité des cohortes et privilégiera l'attribution de bourses aux filles/étudiantes. Les investissements concernent aussi la qualité des services (formation des enseignants et des éducatrices). La DCI poursuivra ses appuis pour mettre à l'abri et protéger des enfants particulièrement vulnérables (enfants migrants, exploités, abandonnés), prévenir les violences basées sur le genre, renforcer les liens familiaux et agir en faveur de la santé mentale des enfants et des jeunes (actions renforcées de soutien psycho-social). Tous les partenaires en région MENA seront incités à mettre en place un dispositif de sauvegarde des enfants, afin de prévenir les abus et lutter contre les violences.

En matière d'accès à l'emploi, la DCI poursuivra son engagement en faveur de l'insertion professionnelle des jeunes, des femmes, des réfugiés et les personnes en situation de handicap. La formation professionnelle des jeunes restera une priorité, avec - en plus des secteurs déjà soutenus (soin à la personne, restauration, préscolaire) - une attention aux secteurs d'avenir comme le numérique, les métiers verts et les métiers de la mer. Par ailleurs, des actions autour des stéréotypes de genre dans les formations proposées seront soutenues. La DCI accordera une attention particulière aux jeunes NEETs en soutenant les écoles dites « de la 2ème chance » et le Réseau Méditerranée-Nouvelle Chance, qui jouent un rôle clé dans la réduction de leur exclusion sociale et économique. En Tunisie, la DCI soutiendra l'organisation d'un forum d'orientation professionnelle à destination de ces jeunes. Chaque pays de la région MENA

disposera d'au moins un projet d'appui aux NEETs. Par ailleurs, le dispositif JMED « Jeunesse en Méditerranée », créé en 2020 avec la Coopération française, sera renforcé afin d'encourager l'insertion des jeunes. La zone MENA bénéficiera notamment du nouveau dispositif d'appui à l'entrepreneuriat social.

Dans une démarche d'expansion, un programme régional en faveur de la jeunesse méditerranéenne sera lancé en 2026 (scolarisation des filles, employabilité des NEETs ou entrepreneuriat des jeunes).

Le soutien aux enfants réfugiés, enjeu sensible nécessitant un plaidoyer auprès des autorités publiques et le respect des standards internationaux en matière de qualité d'intervention, se poursuivra à travers les partenaires multilatéraux (HCR, UNRWA, UNICEF).

Renforcement de l'investissement sur l'agriculture adaptée au changement climatique

La DCI suivra attentivement la situation nutritionnelle et alimentaire dans les quatre pays, notamment en Mauritanie et au Liban où les indicateurs se dégradent. Par ailleurs, la région MENA étant l'une des régions les plus impactées par le changement climatique (Liban et Maroc notamment), la DCI apportera un appui aux agriculteurs. Le soutien actuel en faveur de la production agricole dans trois des quatre pays (réduction des pertes agricoles, structuration de filières nutritives durables, opportunités d'emplois pour tous) se poursuivra. Par ailleurs, dans le cadre du nouveau programme-phare « Agriculture adaptée au changement climatique », la DCI soutiendra l'introduction d'au moins une nouvelle opération de ce type en région MENA (agroécologie, pratiques agricoles résilientes et durables...). L'investissement en sécurité alimentaire (13% des moyens en région MENA sur 2022-2024) sera ainsi augmenté au cours de la période.

Poursuite des opérations de santé maternelle et infantile

L'investissement dans la santé a représenté 16% des moyens en région MENA sur la période 2022-2024. Pour la nouvelle période, les investissements se poursuivront, en ciblant les pays les plus fragiles (Mauritanie et Liban), notamment pour la santé des mères et des enfants avec un meilleur accès aux services de santé primaire, incluant la lutte contre la malnutrition.

Dialogue politique en région MENA

La période 2022-2024 a été riche en dialogue politique avec les autorités, notamment mauritaniennes et tunisiennes. Cette dynamique sera poursuivie en renforçant le partenariat avec les autorités centrales et décentralisées des pays partenaires. Cet engagement participera à promouvoir l'engagement de Monaco dans le développement humain, à plaider en faveur de causes essentielles telles que l'appui à la société civile, à l'égalité femmes-hommes et l'éducation des filles, tout en favorisant une collaboration étroite. Au cours de la période, la DCI proposera au moins deux visites du DREC en région MENA, par exemple au Liban et au Maroc. Une

seconde réunion de la Commission mixte de Coopération avec la Tunisie pourrait se tenir à Monaco, après la première (février 2024).

Cercle partenarial en MENA : localisation et expertise internationale

La DCI coopère de manière particulièrement active avec les acteurs locaux en région MENA (46% des moyens sur la période 2022-2024). Les acteurs internationaux (bilatéraux et multilatéraux) ont compté pour 54%. Cet équilibre sera globalement maintenu pour la période et la mise en réseau des partenaires de la DCI, à l'échelle nationale et régionale, sera encouragée à travers des approches thématiques. L'appui aux partenaires multilatéraux continuera de se concentrer sur : le HCR, présent dans les quatre pays pour renforcer l'accès des enfants réfugiés à l'éducation (Mauritanie, Maroc et Tunisie) et le droit au travail décent (Maroc) ; l'UNICEF pour l'éducation des enfants vulnérables, notamment des filles et jeunes filles (Maroc, Liban, Mauritanie) ; l'UNRWA pour la santé des réfugiés (Liban) ; le Programme Alimentaire Mondial pour lutter contre la malnutrition (Mauritanie) ; la FAO pour la production agricole durable (Maroc) et ONU-Habitat en soutien aux populations de quartiers urbains précaires (Tunisie, Liban). La DCI continuera par ailleurs son appui à des acteurs bilatéraux internationaux, pour certains partenaires privilégiés, comme l'Institut Européen de Coopération et de Développement (IECD) sur la formation des NEETs, la Comunita Sant' Egidio sur la protection des réfugiés (Corridors humanitaires) ou encore la Fondation Mérieux sur la santé maternelle et infantile.

Aides d'urgence : une région fragilisée par les conflits et catastrophes

La période précédente a été marquée dans la région MENA par plusieurs catastrophes naturelles ainsi que l'aggravation de conflits. La DCI sera attentive aux situations humanitaires graves dans ses pays partenaires. Au Liban, la DCI poursuivra son appui au *Lebanon Humanitarian Fund* de l'OCHA en fonction des besoins. Des appuis d'urgence seront proposés dans d'autres pays de la zone.